



La presse économique confirme la mauvaise nouvelle concernant les salariés de General Electric notamment à Belfort. Pour Force Ouvrière ce n'est, hélas, pas étonnant.

Nous rappelons une nouvelle fois que sommes depuis toujours formellement opposés à toutes ces opérations de cessions, commencées il y a de nombreuses années et qui ont abouti à un quasi démantèlement de ce qui était le 1<sup>er</sup> groupe industriel français (appelé CGE à l'époque en 1998).

Ces ventes à la découpe ne garantissent rien au niveau de l'emploi.

Nous rappelons aussi que le but manifeste du Groupe Américain General Electric en 2013 était certainement d'obtenir un quasi-monopole de fournitures pour les centrales électriques françaises sans projet réel de développement industriel.

A aucun moment nous n'avons cru au « *conte de fée des 1000 emplois créés* ».

C'est donc sans surprise que ces opérations de cession, acceptées par le gouvernement, confirment leurs effets mortifères sur l'emploi de nombreux salariés. Il est plus que temps que les pouvoirs publics prennent vraiment en compte les revendications et les analyses syndicales, notamment de FO.

Les équipes FO sont pleinement solidaires de tous les salariés de General Electric, des sous-traitants et fournisseurs qui vont être impactés, notamment sur Belfort qui devrait être, si l'Etat reste dans l'inaction, particulièrement touché.

Les revendications des équipes FO d'Alstom sur ce point sont claires et inchangées que ce soit sur Alstom ou chez General Electric :

- La garantie du maintien de tous les sites industriels, de toutes les activités et de tous les emplois sur chaque site,
- Aucun licenciement,
- L'arrêt de la délocalisation des fabrications et des études,
- L'arrêt des externalisations d'activités.

Vincent JOZWIAK,  
Délégué Syndical Central Force Ouvrière,  
Le 29 mai 2019

Contact : 06.67.52.81.29